

# Le quart d'heure cyber

Myriam Quéméner , avocate générale honoraire , docteur en droit

1

## De nombreux cybertextes européens

- Le point commun de ces textes est le renforcement de la cybersécurité dans les tous les secteurs économiques
- L'objectif est de développer des stratégies de cyberésilience au niveau de l'ensemble des secteurs clefs ( santé , énergie , transports , finances)
- Des textes afin de protéger les consommateurs de plus en plus victimes de fraudes

2

## Nis 2

- plus de 10 000 organisations appartenant à plus de 18 secteurs différents seront régulées en France, au lieu des 600 à 700 avec la directive NIS 1. Les sociétés du CAC40, mais aussi les PME ou les administrations peuvent maintenant être concernées. On ne le rappellera jamais assez, mais chaque organisation, quelle que soit sa taille, devrait maintenant savoir si elle est ou non concernée par cette directive.



3

## Règlement (UE) 2022/2254 du 14 décembre 2022 (« DORA »),

- Le 17 janvier 2025 **DORA**, le [Règlement n° 2022/2554 du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier](#) encore dénommé Digital Operational Resilience Act, est entré en application.
- Objectif: consolider **la résilience numérique des acteurs financiers**, particulièrement en matière de gestion des risques technologiques, de **cybersécurité** et de continuité des services critiques.

4

## Directive REC

- réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience\* physique des entités critiques dans l'Union européenne (UE) afin d'assurer la prestation sans entrave de **services essentiels** à l'économie et à la société dans son ensemble;
- accroître la **résilience des entités critiques** qui fournissent ces services.
- Seuls **ceux qui fournissent des services TIC** au sens de la définition donnée par le règlement le sont.

5

## Règlement MICA

- En France , une ordonnance clarifie le régime juridique des cryptoactifs, précise le statut des prestataires de services sur actifs numériques (PSAN), le cadre applicable au démarchage et à la publicité pour ces organismes, et désigne les autorités de contrôle chargées de leur surveillance et de la délivrance des agréments. Ces compétences sont réparties entre l'Autorité des marchés financiers (AMF) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

6

## IA Act

- IA Act vise à instaurer un **équilibre** délicat entre la **prévention des abus potentiels** de l'IA et la **promotion de l'innovation**.
- Il s'efforce de protéger les droits civils tout en stimulant l'innovation et la croissance économique.
- Gouvernance de l'IA par les risques

7

## Exemple

- **Le ministère des Armées poursuit sa transformation digitale en déployant sur Intradef une solution d'IA générative sécurisée et souveraine destinée à faciliter le quotidien de ses agents, militaires et civils : GenIA.intradef.**
- Cette plateforme de services IA est développée depuis 2022 par le Centre d'expertise données et IA (CEDIA) du SGA (Secrétariat général pour l'administration) en collaboration avec l'Etat-Major des Armées et la Direction générale de l'armement (DGA), la Direction générale du numérique (DGNUM), la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI), l'Agence du numérique de défense (AND) et l'Agence ministérielle pour l'intelligence artificielle de défense ([AMIAD](#)).

8

Merci de votre attention

FORUM

Myriam QUÉMÉNER  
Amélie KÖCKE



**Hacker « éthique »  
et cybersécurité**  
Opportunités et défis

LCDJ un capital formation  
Lextenso

Qualino un capital formation  
Lextenso